Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 1205-9145

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 24 juillet 2007
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Commerce de détail, mai 2007 2
Les ventes au détail ont progressé dans presque tous les secteurs en mai, marquant la croissance des ventes mensuelles la plus importante en près d'une décennie.

Étude : Produit intérieur brut réel et pouvoir d'achat de la production provinciale 7
Selon une nouvelle étude, la hausse des prix des produits de base et la montée du dollar canadien ont donné lieu à un écart entre la croissance des gains réels et l'augmentation du pouvoir d'achat de ces gains. De 2002 à 2005, les gains réels ont augmenté de 8,3 %, tandis que le pouvoir d'achat de ces gains s'est accru de 13,4 %.

Assurance-emploi, mai 2007 10

Étude : Macrosomie infantile chez les Premières nations de la Colombie-Britannique, 1981 à 2000 12

Étude : Survie au cancer chez l'enfant et l'adolescent, 1999 à 2003 12

Nouveaux produits

14

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués

Commerce de détail

Mai 2007

Les ventes au détail ont progressé dans presque tous les secteurs en mai, marquant la croissance des ventes mensuelles la plus importante en près d'une décennie.

Les ventes totales du commerce de détail ont crû de 2,8 % pour atteindre une valeur estimative de 35,0 milliards de dollars en mai. Un accroissement dans sept des huit secteurs de ventes au détail a fait croître les ventes en mai, lesquelles ont inscrit une quatrième augmentation mensuelle d'affilée pour les détaillants canadiens en mai. Les ventes ont augmenté de plus de 2,8 % pour la dernière fois en décembre 1997, soit la période où les ventes ont augmenté de 3,7 %. Si l'on exclut les ventes des concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces, les ventes au détail ont fait un bond de 2,3 %, ce qui a plus que compensé la baisse de 0,3 % inscrite en avril.

Le paiement versé aux membres de la fonction publique québécoise à la suite du règlement au chapitre de l'équité salariale a été un facteur clé des ventes au détail en mai. En effet, les ventes de la province ont bondi de 4,9 % en mai, soit le plus fort taux de croissance observé depuis février 1998. Si l'on exclut le Québec, les ventes au détail ont progressé de 2,2 %.

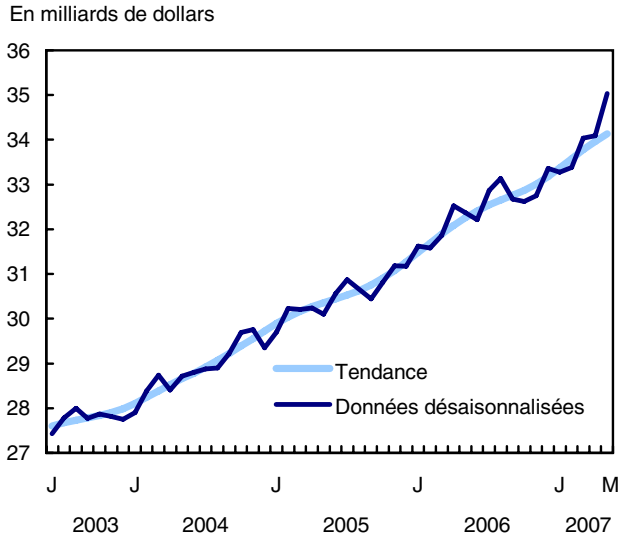
En mai, les ventes ont progressé dans tous les secteurs de détail, à l'exception du secteur des magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques. Les détaillants de ce secteur ont observé une baisse de 0,8 % après avoir connu six augmentations mensuelles d'affilée.

Les ventes du secteur de l'automobile se sont accrues de 4,0 % en mai, s'appuyant sur la forte progression des ventes que ce secteur a connue au cours des deux mois précédents.

Les ventes dans plusieurs secteurs non liés à l'automobile se sont redressées, passant d'un rendement médiocre en avril à une forte progression en mai, possiblement en raison des mauvaises conditions météorologiques observées en avril et du temps plus doux que la normale en mai. Après avoir chuté de 3,7 % en avril, les ventes des magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison ont bondi de 6,0 %, soit la plus forte progression enregistrée depuis août 2003. Les ventes des magasins de vêtements et d'accessoires ont aussi bondi de 4,6 % après avoir connu une chute de 3,1 % en avril.

Les ventes des détaillants divers se sont accrues de 3,7 % en mai, après avoir enregistré une diminution de 1,8 % en avril. Les ventes des magasins de marchandises diverses ont augmenté de 3,2 %, faisant contrepoids au recul de 1,2 % affiché en avril. Avant la diminution observée en avril, les ventes de ces deux secteurs avaient connu une progression mensuelle pendant quatre mois consécutifs.

Les hausses généralisées enregistrées en mai ont marqué la progression des ventes mensuelles la plus importante en près d'une décennie



La hausse des ventes de 2,5 % observée dans les pharmacies et dans les magasins de produits de soins personnels en mai a constitué la progression mensuelle la plus forte enregistrée dans ce secteur depuis janvier 1999 et a plus que compensé la baisse de 1,3 % inscrite en avril.

Les ventes des magasins d'alimentation et de boissons ont également crû (+0,2 %). Les ventes des magasins d'alimentation et de boissons ont augmenté au cours des quatre derniers mois, malgré un relâchement de la croissance.

Les variations de prix n'ont pas eu d'effet significatif sur l'ensemble des ventes au détail en mai, les ventes au détail à prix constants ayant crû de 2,5 %. Il s'agit d'un taux de croissance qui n'avait pas été enregistré depuis la progression de 2,9 % inscrite en novembre 2001.

Les ventes d'automobiles ont continué à grimper pour un troisième mois consécutif

Grâce aux véhicules automobiles de plaisance, les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces ont progressé de 8,4 % en mai, ce qui constitue le plus fort taux de croissance observé au cours des cinq dernières années. Les ventes de ces concessionnaires ont été relativement stables depuis le premier trimestre de 2006, après une reprise des ventes depuis novembre 2005, principalement concentrée dans les ventes de véhicules automobiles de plaisance.

Les ventes des concessionnaires d'automobiles neuves ont progressé de 3,4 % en mai, poursuivant la forte croissance observée au cours des deux mois précédents. À la suite des hausses inscrites en mars et en avril, lesquelles ont compensé les fortes baisses enregistrées en janvier et en février 2007, l'accroissement affiché en mai a permis aux ventes de poursuivre la tendance à la hausse amorcée au début de 2006.

Les ventes des stations-service se sont accrues de 3,3 %, poursuivant ainsi l'importante progression observée depuis trois mois. Selon l'Indice des prix à la consommation, le prix de l'essence a fait un bond de 5,5 % entre avril et mai.

Les ventes des secteurs non liés à l'automobile ont rebondi après les diminutions affichées en avril

Dans le secteur des magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison, les ventes des centres de rénovation et des quincailleries ont grimpé de 6,4 % en mai, rebondissant par rapport à la baisse de 3,3 % inscrite en avril. Les conditions météorologiques inhabituelles pourraient avoir contribué à ces variations. Les activités de construction ont également été fortes en mai. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, les mises en chantier de maisons ont grimpé de 7,5 % en mai, après avoir enregistré une hausse modérée de 2,2 % en avril. De plus, selon l'Enquête sur la population active, la progression de l'emploi dans le secteur de la construction a été l'un des principaux facteurs à l'origine de la hausse de l'emploi en mai.

Le secteur des vêtements et des accessoires est un des autres secteurs de détail touchés par les conditions météorologiques inhabituelles observées au printemps. Les magasins de vêtements, le plus grand groupe de commerce dans ce secteur, ont vu leurs ventes croître de 5,9 % en mai, lesquelles ont plus que compensé la baisse de 3,9 % enregistrée en avril. Les ventes dans ces magasins ont été variables depuis janvier 2007. Néanmoins, les ventes ont maintenu une tendance à la hausse.

Les magasins de détail divers (tels que les magasins de fournitures de bureau et de papeterie, les fleuristes et les détaillants de piscines), ont enregistré une augmentation des ventes de 5,2 % en mai, soit la croissance des ventes mensuelles la plus élevée depuis octobre 2003. Malgré des variations mensuelles, les ventes dans ces magasins sont demeurées stables depuis le début de 2006. Les ventes dans les magasins d'articles de sports, de passe-temps et de musique et dans les librairies étaient également en hausse. L'augmentation des ventes de 2,2 % en mai a presque compensé les baisses enregistrées en avril.

Accroissements généralisés dans l'ensemble des provinces et des territoires, la province du Québec arrivant en tête

Des hausses des ventes ont été observées dans l'ensemble des provinces et des territoires en mai. Le Québec est arrivé en tête (+4,9 %), ayant enregistré la progression mensuelle des ventes la plus importante observée depuis février 1998, au moment où les Québécois se sont remis de la tempête de verglas. Le récent dédommagement versé aux membres de la fonction publique québécoise à la suite du règlement au chapitre de l'équité salariale a stimulé un secteur de la vente au détail déjà en pleine croissance. Les détaillants québécois ont bénéficié de croissances mensuelles consécutives des ventes depuis novembre 2006, en pleine période de taux de chômage historiquement faible et de progression saine de l'emploi, en particulier dans les emplois à temps plein. Depuis le début de 2007, la croissance de l'emploi au Québec se situe à 1,3 %, ce qui est supérieur à la croissance de 0,3 % enregistrée au cours de la même période en 2006.

Les ventes ont également progressé en Alberta (+3,1 %) après avoir connu peu de changements en avril. L'Alberta a enregistré une importante croissance depuis 2003 et, bien que la croissance des ventes ait ralenti dans la deuxième moitié de 2006, le rythme de croissance des ventes semble avoir repris de la vitesse en 2007.

Après deux mois de régression des ventes, les acheteurs du Nouveau-Brunswick ont sorti leurs portefeuilles en mai, ce qui s'est traduit par un bond de 5,4 % des ventes au détail. Selon l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs, les ventes des nouveaux véhicules automobiles au Nouveau-Brunswick ont monté en flèche de 10,1 % en mai.

La Nouvelle-Écosse (+2,7 %), le Manitoba (+2,4 %), l'Ontario (+1,8 %), la Colombie-Britannique (+1,7 %) et la Saskatchewan (+1,5 %) ont été les autres provinces ayant enregistré de fortes ventes en mai.

Les territoires ont connu un autre mois de fortes ventes, en hausse de 2,2 % après avoir affiché une

hausse de 2,7 % en avril. Les ventes ont enregistré une progression modérée à l'Île-du-Prince-Édouard (+1,0 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+0,8 %).

Indicateurs connexes pour juin

D'après les estimations de l'Enquête sur la population active, la croissance de l'emploi a repris en juin (en hausse estimative de 35 000 emplois), après le peu de changements observés en avril et en mai.

D'après les données provisoires sur les ventes de l'industrie automobile, les ventes de véhicules automobiles neufs ont chuté de 1 % en juin.

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le taux annuel désaisonnalisé des mises en chantier a connu une baisse de 4,1 %, passant de 235 200 unités en mai à 225 500 unités en juin.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0014 à 080-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 2408.

Le numéro de mai 2007 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données de juin sur le commerce de détail seront diffusées le 21 août.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Bilodeau au 613-951-1816, Division de la statistique du commerce.

□

Ventes au détail

	Mai 2006	Février 2007[r]	Mars 2007[r]	Avril 2007[r]	Mai 2007[p]	Avril à mai 2007	Mai 2006 à mai 2007
	Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars					variation en %	
Automobile	**11 130**	**11 253**	**11 700**	**11 905**	**12 386**	**4,0**	**11,3**
Concessionnaires d'automobiles neuves	6 073	6 097	6 412	6 546	6 772	3,4	11,5
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 471	1 507	1 532	1 533	1 661	8,4	13,0
Stations-service	3 586	3 648	3 757	3 826	3 953	3,3	10,2
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	**2 270**	**2 435**	**2 469**	**2 503**	**2 482**	**-0,8**	**9,3**
Magasins de meubles	792	829	853	859	852	-0,8	7,6
Magasins d'accessoires de maison	438	494	490	499	495	-0,8	13,0
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	124	126	121	125	123	-1,2	-0,9
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	917	985	1 005	1 020	1 012	-0,8	10,4
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	**2 040**	**2 179**	**2 205**	**2 124**	**2 251**	**6,0**	**10,4**
Centres de rénovation et quincailleries	1 659	1 759	1 781	1 721	1 831	6,4	10,4
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	381	420	424	402	420	4,4	10,2
Magasins d'alimentation et de boissons	**7 318**	**7 503**	**7 564**	**7 634**	**7 651**	**0,2**	**4,5**
Supermarchés	5 282	5 372	5 399	5 444	5 451	0,1	3,2
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	774	819	841	845	861	2,0	11,3
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 263	1 312	1 324	1 345	1 338	-0,5	5,9
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	**2 161**	**2 329**	**2 343**	**2 313**	**2 371**	**2,5**	**9,7**
Magasins de vêtements et d'accessoires	**1 875**	**1 947**	**1 989**	**1 927**	**2 015**	**4,6**	**7,5**
Magasins de vêtements	1 438	1 489	1 526	1 466	1 553	5,9	8,0
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	437	458	463	461	462	0,4	5,7
Magasins de marchandises diverses	**3 885**	**3 998**	**4 000**	**3 953**	**4 079**	**3,2**	**5,0**
Détaillants divers	**1 697**	**1 735**	**1 766**	**1 735**	**1 798**	**3,7**	**6,0**
Magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et librairies	829	875	892	873	892	2,2	7,5
Magasins de détail divers	867	860	874	862	907	5,2	4,5
Total des ventes au détail	**32 376**	**33 380**	**34 036**	**34 093**	**35 033**	**2,8**	**8,2**
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	**24 832**	**25 776**	**26 092**	**26 014**	**26 600**	**2,3**	**7,1**
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	498	539	542	545	549	0,8	10,4
Île-du-Prince-Édouard	123	132	133	130	131	1,0	6,2
Nouvelle-Écosse	941	961	966	950	976	2,7	3,7
Nouveau-Brunswick	736	761	759	746	787	5,4	6,9
Québec	7 210	7 403	7 464	7 559	7 926	4,9	9,9
Ontario	11 626	11 885	12 140	12 112	12 334	1,8	6,1
Manitoba	1 082	1 132	1 159	1 152	1 180	2,4	9,1
Saskatchewan	954	992	1 052	1 052	1 067	1,5	11,9
Alberta	4 662	4 897	5 059	5 054	5 209	3,1	11,7
Colombie-Britannique	4 435	4 557	4 645	4 673	4 752	1,7	7,1
Yukon	38	43	39	40	41	1,9	7,2
Territoires du Nord-Ouest	50	55	56	57	58	3,0	16,9
Nunavut	21	23	23	24	24	1,0	12,2

[r] *révisé*
[p] *provisoire*

Ventes au détail

	Mai 2006	Avril 2007[r]	Mai 2007[p]	Mai 2006 à mai 2007
	Données non désaisonnalisées			
	en millions de dollars			variation en %
Automobile	**12 962**	**12 787**	**14 684**	**13,3**
Concessionnaires d'automobiles neuves	7 209	7 263	8 192	13,6
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 994	1 809	2 302	15,4
Stations-service	3 759	3 715	4 190	11,5
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	**2 123**	**2 215**	**2 311**	**8,8**
Magasins de meubles	780	808	840	7,7
Magasins d'accessoires de maison	432	453	487	12,7
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	114	113	111	-2,7
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	797	841	873	9,6
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	**2 685**	**2 120**	**2 991**	**11,4**
Centres de rénovation et quincailleries	2 144	1 727	2 380	11,0
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	541	393	611	13,0
Magasins d'alimentation et de boissons	**7 392**	**7 138**	**7 950**	**7,6**
Supermarchés	5 356	5 136	5 713	6,7
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	808	828	913	12,9
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 227	1 175	1 324	7,9
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	**2 197**	**2 233**	**2 416**	**10,0**
Magasins de vêtements et d'accessoires	**1 883**	**1 821**	**2 043**	**8,5**
Magasins de vêtements	1 436	1 409	1 570	9,4
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	448	412	473	5,6
Magasins de marchandises diverses	**4 021**	**3 712**	**4 283**	**6,5**
Détaillants divers	**1 691**	**1 586**	**1 812**	**7,1**
Magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et librairies	771	796	843	9,2
Magasins de détail divers	920	790	970	5,4
Total des ventes au détail	**34 955**	**33 611**	**38 490**	**10,1**
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	**25 752**	**24 539**	**27 996**	**8,7**
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	540	518	605	12,1
Île-du-Prince-Édouard	135	121	143	6,6
Nouvelle-Écosse	1 001	911	1 054	5,3
Nouveau-Brunswick	798	739	862	8,0
Québec	8 100	7 772	9 007	11,2
Ontario	12 482	11 751	13 503	8,2
Manitoba	1 156	1 138	1 287	11,4
Saskatchewan	1 045	1 038	1 189	13,7
Alberta	4 976	4 977	5 672	14,0
Colombie-Britannique	4 612	4 530	5 039	9,2
Yukon	41	38	46	10,5
Territoires du Nord-Ouest	50	55	59	19,0
Nunavut	22	24	24	13,0

[r] *révisé*
[p] *provisoire*

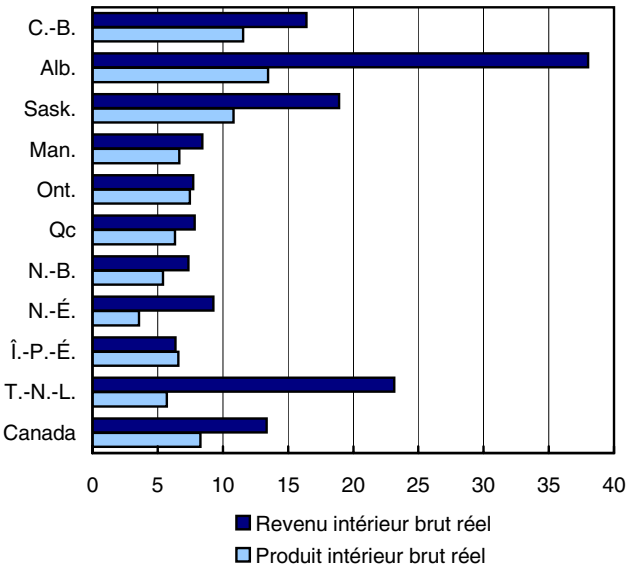
■

Étude : Produit intérieur brut réel et pouvoir d'achat de la production provinciale

Selon une nouvelle étude, la hausse des prix des produits de base et la montée du dollar canadien ont donné lieu à un écart entre la croissance des gains réels et l'augmentation du pouvoir d'achat de ces gains. De 2002 à 2005, les gains réels (produit intérieur brut réel) ont augmenté de 8,3 %, tandis que le pouvoir d'achat de ces gains (revenu intérieur brut réel) s'est accru de 13,4 %.

L'étude révèle que les prix élevés des produits de base et l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont entraîné d'importantes augmentations de ce qu'on appelle les «gains d'échange» pour de nombreuses provinces, de même que pour le pays.

Croissance cumulative, 2002 à 2005



La montée en flèche actuelle des prix des produits de base, déclenchée initialement par l'essor du secteur de l'énergie, en est au début de sa cinquième année. Elle a touché une vaste gamme de produits de base, allant du charbon à l'uranium, de même que le dollar canadien, qui s'est apprécié considérablement après 2003.

L'étude montre qu'au fur et à mesure que le Canada affecte une plus grande partie de ses ressources à la production, le volume de biens disponibles aux Canadiens croît et la production économique, mesurée par le produit intérieur brut (PIB) réel, augmente.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche qui traite de l'effet des variations des prix des importations et des exportations sur le bien-être économique du Canada et de chaque province.

Il décrit la façon dont les changements des termes de l'échange et les variations du ratio des prix des biens échangés aux prix des biens non échangés influent sur le pouvoir d'achat de la production intérieure.

Il décrit également l'évolution du produit intérieur brut (PIB) réel et du revenu intérieur brut (RIB) réel de 1981 à 2005, à l'échelle nationale et dans les provinces.

L'écart entre le RIB réel et le PIB réel tient à la différence de traitement des exportations et des importations. Dans le calcul du PIB réel, les importations et les exportations sont corrigées individuellement en fonction de l'inflation, tandis que dans celui du RIB réel tel que mesuré ici, ce sont les exportations nettes qui sont corrigées par les prix de la demande intérieure finale. Il importe de souligner que le PIB réel et le RIB réel ne sont pas corrigés en fonction des flux financiers.

Ces deux mesures ne portent que sur le revenu gagné et son pouvoir d'achat dans un pays ou une province. Aucune correction n'est apportée pour tenir compte des gains rapatriés à d'autres secteurs de compétence, ce qui peut être important pour permettre de bien comprendre l'évolution de la croissance du revenu dans certains cas.

Le Canada vend des exportations pour acheter des importations. Lorsque le prix des exportations monte ou lorsque le prix des importations diminue, le Canada peut importer plus de biens sans avoir à exporter plus de matières premières.

On parle en pareil cas de «gain d'échange», qui n'est pas saisi par le PIB réel. L'étude utilise plutôt une autre mesure appelée «revenu intérieur brut (RIB) réel». Le RIB réel varie en fonction de la variation de la production intérieure et de la variation des gains d'échange.

Les deux mesures diffèrent de façon importante. Le PIB réel est une mesure de ce que le Canada gagne grâce à sa production intérieure. Le RIB réel, en revanche, mesure les biens et services qui peuvent être achetés au moyen du revenu gagné.

L'étude révèle que de 2002 à 2005, le PIB réel a augmenté de 8,3 %, tandis que le RIB réel a crû de 13,4 %. Les gains d'échange ont ajouté 5,1 points de pourcentage de croissance, de sorte que chaque 2 $ de revenu supplémentaire gagné par le Canada lui permettait d'acheter pour environ 3 $ de biens et services supplémentaires.

«Termes de l'échange» : rapport des prix des exportations à ceux des importations

Les «termes de l'échange» sont un ratio important qui permet de déterminer l'effet des variations des prix

des exportations et des importations sur le Canada. Il s'agit du rapport des prix des exportations à ceux des importations.

Lorsque le ratio augmente, la valeur des exportations du Canada est à la hausse. Les exportations permettent alors d'acheter plus d'importations qu'auparavant. Par conséquent, une augmentation des termes de l'échange indique que les gains d'échange sont à la hausse et que la quantité de biens et services que le Canada peut acheter grâce à ses gains augmente.

Les termes de l'échange du Canada sont déterminés principalement par trois facteurs, soit les prix des produits de base, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et le prix des biens fabriqués importés.

Les trois mêmes facteurs influent également sur les termes de l'échange des provinces. Toutefois, les ressources et les industries ne sont pas réparties également au pays. Ainsi, certaines provinces peuvent être plus susceptibles aux variations des termes de l'échange dans l'ensemble.

De 2002 à 2005, les variations des termes de l'échange ont eu un effet sur la croissance du revenu réel dans toutes les provinces. Les deux provinces les plus touchées étaient l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador.

La forte montée des prix de l'énergie de 2002 à 2005 a entraîné une croissance des termes de l'échange dans les provinces exportatrices d'énergie. En Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador, la croissance des termes de l'échange a donné lieu à d'importants gains d'échange.

Durant cette période, le RIB réel en Alberta a crû de 38,0 %, soit le triple du taux de croissance du PIB réel. De même, à Terre-Neuve-et-Labrador, le RIB réel a augmenté de 23,2 %, soit environ quatre fois plus que le taux de croissance de son PIB réel.

Par conséquent, chaque dollar supplémentaire gagné entre 2002 et 2005 permettait d'acheter pour environ 3 $ de biens et services supplémentaires en Alberta et 4 $ de biens et services supplémentaires à Terre-Neuve-et-Labrador.

Les provinces exportatrices d'énergie ont affiché les gains les plus importants. Toutefois, l'effet de l'augmentation des prix des produits de base, l'appréciation du dollar canadien et la baisse des prix des biens fabriqués ont également entraîné des améliorations des termes de l'échange dans la plupart des autres provinces.

L'effet des prix des produits de base varie au fil du temps

L'étude montre comment l'effet des prix des produits de base sur le revenu réel au Canada varie au fil du temps et d'une province à l'autre.

Les sources de croissance des indices des prix des produits de base ne sont pas constantes au fil du temps. Par conséquent, les produits de base particuliers auxquels la variation est attribuable donnent à penser que l'effet sera différent d'une province à l'autre.

Il importe de déterminer la variation des répercussions d'une province à l'autre pour comprendre le progrès du revenu réel au Canada. Avant 2002, les changements des termes de l'échange qui ont favorisé la croissance du RIB réel dans les provinces importatrices d'énergie ont entravé la croissance du RIB réel dans les provinces exportatrices d'énergie. Par exemple, au début des années 1980, la chute des prix de l'énergie a freiné la croissance du revenu réel en Alberta et en Saskatchewan tout en la soutenant dans le reste du pays. Les différences régionales se sont annulées, de sorte que le RIB réel et le PIB réel pour le Canada étaient à peu près égaux.

En revanche, la forte montée récente des prix de l'énergie s'est accompagnée d'une augmentation généralisée des termes de l'échange provinciaux attribuable à l'appréciation du dollar canadien et à l'augmentation des prix de tous les produits de base. Par conséquent, les termes de l'échange se sont améliorés dans la plupart des provinces importatrices d'énergie.

L'effet de l'augmentation des prix des produits de base et de l'appréciation du dollar canadien peut être illustré par les événements survenus dans trois provinces, soit à Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et en Alberta.

Au début des années 1980, Terre-Neuve-et-Labrador était un importateur d'énergie. À la suite de la mise en valeur des gisements de pétrole et de gaz au large de cette province au cours des années 1990, la province est devenue un exportateur d'énergie. Par conséquent, les gains d'échange de Terre-Neuve-et-Labrador ont augmenté fortement lorsque les prix de l'énergie ont grimpé après 2002.

En Ontario, l'effondrement des prix de l'énergie en 1986 a contribué de façon importante à l'amélioration des termes de l'échange et des gains d'échange de la province. En 1986, le PIB réel a augmenté de 4,1 %, tandis que le RIB réel a crû de 5,6 %. Après 1986, la montée des prix des produits de base autres que

l'énergie a continué de soutenir la croissance des gains d'échange jusqu'en 1990.

De 1998 à 2001, les termes de l'échange ont diminué en Ontario au fur et à mesure de la dépréciation du dollar canadien et de l'augmentation des prix de l'énergie. La hausse de 55,8 % des prix de l'énergie en 2000 a entraîné la plus forte chute des termes de l'échange au cours de cette période. En 2000, le PIB réel a augmenté de 5,9 %, mais le RIB réel a progressé de 5,2 % seulement.

De 2002 à 2005, les hausses des prix des produits de base autres que l'énergie et l'appréciation du dollar canadien ont toutefois contribué à l'accroissement des gains d'échange en Ontario malgré les hausses continues des prix de l'énergie. Au cours de cette période, le PIB réel a augmenté de 7,5 % et le RIB réel, de 7,7 %.

De toutes les provinces, l'Alberta est celle qui est plus sujette aux variations des prix de l'énergie. En 1986, la baisse des prix de l'énergie a entraîné une diminution de 15,7 % du RIB réel par la voie de gains d'échange en Alberta. Le PIB réel a reculé de 2,3 %.

Après 1998, toutefois, une série d'améliorations des termes de l'échange attribuables à la hausse des prix de l'énergie a contribué à des gains d'échange qui se sont traduits par une plus forte croissance du revenu réel.

Par conséquent, de 2002 à 2005, la croissance du revenu réel en Alberta a été trois fois plus élevée que celle du PIB réel.

Le document de recherche «PIB réel et pouvoir d'achat de la production provinciale», qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique* (11F0027MIF2007046, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

D'autres études sur le commerce international peuvent être consultées dans la série analytique *Mise à jour sur l'analyse économique* (11-623-XIF, gratuite), laquelle est également accessible à partir de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John R. Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Assurance-emploi

Mai 2007 (données provisoires)

En mai, un nombre estimatif de 470 520 Canadiens, corrigé pour tenir compte des variations saisonnières, ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi, en baisse de 1,3 % par rapport à avril, principalement en raison des diminutions enregistrées au Québec (-2,3 %) et en Ontario (-2,2 %). Ces diminutions ont été partiellement compensées par des augmentations mensuelles inscrites en Saskatchewan, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta.

À l'échelle nationale, le nombre de bénéficiaires ordinaires était 4,2 % plus bas qu'en mai 2006.

Les prestations ordinaires versées en mai ont totalisé 671,2 millions de dollars, tandis que le nombre de demandes initiales et renouvelées s'est établi à 219 700.

Nota : Au cours de cette diffusion, la révision annuelle des estimations désaisonnalisées a été effectuée jusqu'à janvier 2004. Toutes les séries non désaisonnalisées n'ont pas été touchées par cette révision annuelle. Les données du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives. Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui ont reçu des prestations d'assurance-emploi du 13e au 19e jour de ce mois. Cette période coïncide avec la semaine de référence de l'Enquête sur la population active. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 276-0001 à 276-0006, 276-0009, 276-0011, 276-0015 et 276-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2604.

Les données de juin sur l'assurance-emploi seront diffusées le 21 août.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4090 ou composez sans frais le 1-866-873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au 613-951-4091, Division de la statistique du travail. □

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Mai 2007	Avril 2007	Mai 2006	Avril à mai 2007	Mai 2006 à mai 2007
	Données désaisonnalisées				
				variation en %	
Bénéficiaires ordinaires	470 520[p]	476 950[r]	491 190	-1,3	-4,2
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de dollars)	671,2[p]	727,9[r]	629,9	-7,8	6,5
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	219,7[p]	221,4[r]	220,6	-0,8	-0,4
	Données non désaisonnalisées				
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)[1]	658,6[p]	792,7[p]	698,6		
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	416,6[p]	535,2[p]	434,4		
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	166,2	177,5	172,1		
Montant versé (en millions de dollars)	1 056,8	1 512,2	1 096,2		

	Données cumulatives (janvier à mai)		
	2007	2006	2006 à 2007
			variation en %
Demandes reçues (en milliers)	1 048,2	1 044,4	0,4
Montant versé (en millions de dollars)	6 898,3	6 983,7	-1,2

[r] *révisé*
[p] *provisoire*
1. *L'ensemble des bénéficiaires comprend tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie). Ces bénéficiaires comprennent toutes les personnes qui ont reçu des prestations pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active, laquelle comprend habituellement le 15e jour du mois.*

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Mai 2007[p]	Avril à mai 2007	Mai 2006 à mai 2007
	Données désaisonnalisées		
		variation en %	
Canada	**470 520**	**-1,3**	**-4,2**
Terre-Neuve-et-Labrador	35 970	-0,4	-1,6
Île-du-Prince-Édouard	8 000	2,8	-1,0
Nouvelle-Écosse	28 300	1,0	-1,8
Nouveau-Brunswick	30 800	-0,2	-4,8
Québec	166 560	-2,3	-4,6
Ontario	126 610	-2,2	-1,1
Manitoba	9 900	0,7	-8,2
Saskatchewan	9 450	5,5	-2,5
Alberta	16 860	1,2	-10,0
Colombie-Britannique	36 800	-0,5	-11,5
Yukon	770	-2,5	-4,9
Territoires du Nord-Ouest	610	-11,6	-11,6
Nunavut	360	-2,7	-10,0

[p] *provisoire*
Note: *Le nombre de bénéficiaires comprend toutes les personnes qui ont reçu des prestations ordinaires pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active, laquelle comprend habituellement le 15e jour du mois.*

■

Étude : Macrosomie infantile chez les Premières nations de la Colombie-Britannique

1981 à 2000

L'étude *Infant macrosomia among First Nations in British Columbia – Prevalence, Trends and Characteristics* renferme des renseignements importants sur la prévalence, les tendances et les caractéristiques de la macrosomie des bébés nés au sein des Premières nations de la Colombie-Britannique durant les deux dernières décennies. La macrosomie est définie comme une surcharge pondérale à la naissance pour l'âge gestationnel.

Les praticiens de la santé et les sages-femmes communautaires savent depuis longtemps que les nourrissons des Premières nations ont un poids relativement plus élevé à la naissance.

De 1981 à 2000, la prévalence de la macrosomie était plus élevée chez les bébés nés au sein des Premières nations de la Colombie-Britannique qu'à l'extérieur de celles-ci.

Il était impossible d'expliquer cette prévalence plus élevée de la macrosomie par des différences entre les mères quant à l'âge, l'état matrimonial, la parité ou le quintile du revenu dans le quartier, ce qui donne à penser qu'il pourrait s'agir en partie d'un phénomène d'ordre physiologique.

L'étude révèle toutefois que la prévalence plus élevée de la macrosomie pour les bébés nés dans les Premières nations s'est accentuée ces dernières années, ce qui pourrait être attribuable aux influences négatives supplémentaires causées par l'évolution des modes de vie et d'autres facteurs environnementaux.

L'étude a relevé deux préoccupations particulières, soit le risque plus élevé de macrosomie pour les bébés nés de mères diabétiques des Premières nations et la prévalence croissante des complications attribuables au diabète chez ces mères. Cela expliquerait en partie la prévalence croissante de la macrosomie chez les bébés des Premières nations.

Il était également préoccupant de constater les résultats néonataux et post-néonataux relativement mauvais des naissances enregistrées au sein des Premières nations, et ce, indépendamment de la macrosomie. L'étude confirme cependant que les écarts s'amenuisent entre le taux de mauvais résultats des naissances chez les Premières nations et celui des naissances observées à l'extérieur des Premières nations, ce qui avait été indiqué dans d'autres études.

Cette étude se veut une référence sur l'épidémiologie de la macrosomie pour les bébés nés au sein des Premières nations, à l'intention des fournisseurs de soins de santé, des décideurs et d'autres intervenants concernés par la santé périnatale.

Elle a été menée par des chercheurs de la British Columbia Vital Statistics Agency, de l'Université de Victoria, de l'Université de Montréal, de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits de Santé Canada ainsi que par des chercheurs de Statistique Canada. Les communautés des Premières nations ont été consultées à diverses étapes des travaux.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3231, 3233, 3234 et 3901.

L'étude *Infant macrosomia among First Nations in British Columbia – Prevalence, Trends and Characteristics* est une publication Internet accessible sur le site Web de la British Columbia Vital Statistics Agency. Le texte intégral est accessible gratuitement en ligne en anglais seulement (*www.vs.gov.bc.ca/stats/indian/infant_macrosomia.html*).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Russell Wilkins au 613-951-5305 (*russell.wilkins@statcan.ca*), Statistique Canada, ou avec William Kierans au 250-380-7319 (*billkierans@shaw.ca*), British Columbia Vital Statistics Agency, ou avec Les Foster au 250-721-6280 (*lfoster@uvic.ca*), Université de Victoria. ■

Étude : Survie au cancer chez l'enfant et l'adolescent

1999 à 2003

Les taux de survie au cancer chez l'enfant et l'adolescent se sont considérablement améliorés au Canada depuis la fin des années 1980, selon une nouvelle étude.

L'étude, qui sera publiée dans le *European Journal of Cancer* (en anglais seulement), utilise des données du Registre canadien du cancer (RCC) afin de fournir des estimations à jour de la survie au cancer chez l'enfant et l'adolescent âgés de 0 à 19 ans.

Le RCC est une base de données dynamique fondée sur la population qui est tenue à jour par Statistique Canada. Les renseignements compris dans le RCC sont fondés sur des rapports dressés par tous les registres du cancer provinciaux et territoriaux du Canada.

Le cancer touche rarement les enfants et les adolescents, représentant environ 1 % de tous les cas de tumeurs diagnostiqués récemment. Il constitue

néanmoins la quatrième cause de décès des Canadiens de moins de 20 ans.

L'étude a révélé que le taux de 82 % de survie prévu après cinq ans pour les enfants et les adolescents chez qui un cancer a récemment été diagnostiqué était 11 % plus élevé que ce qui a été déclaré dans la seule étude nationale antérieure. Cette étude canadienne a analysé les cas diagnostiqués de 1985 à 1988, et est accompagnée d'un suivi effectué jusqu'en 1991.

Parmi les groupes de diagnostic, les accroissements les plus importants des taux de survie ont été observés pour les tumeurs hépatiques (+20 %), les leucémies (+15 %) et les tumeurs du système nerveux central (+14 %).

En ce qui a trait aux estimations de survie après cinq ans, les plus élevées étaient enregistrées pour les rétinoblastomes (99 %), les carcinomes et les autres tumeurs épithéliales malignes et mélanomes malins (91 %), ainsi que pour les tumeurs rénales (91 %). Les plus faibles étaient observées pour les tumeurs hépatiques (68 %) et les tumeurs osseuses malignes (68 %).

Les améliorations des taux de survie peuvent généralement être attribuables à un certain nombre de changements apportés à la gestion des cancers chez les enfants et les adolescents.

L'amélioration la plus notable est l'application généralisée de la thérapie multimodale. Ce concept combine la chirurgie et la radiothérapie afin de traiter la maladie locale à l'aide de la chimiothérapie pour traiter la maladie systémique.

Pour obtenir un exemplaire de l'étude «Survie au cancer chez l'enfant et l'adolescent : analyse par période des données du Registre canadien du cancer», pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Larry F. Ellison au 613-951-5244, Division de la statistique de la santé. ■

Nouveaux produits

Série de documents de recherche sur l'analyse économique : «PIB réel et pouvoir d'achat de la production provinciale», n° 46
Numéro au catalogue : 11F0027MIF2007046 (gratuit).

Exportations par marchandise, mai 2007, vol. 64, n° 5
Numéro au catalogue : 65-004-XCB (40 $/387 $).

Exportations par marchandise, mai 2007, vol. 64, n° 5
Numéro au catalogue : 65-004-XPB (84 $/828 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

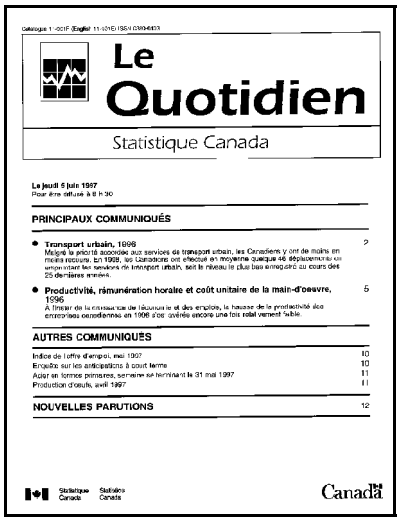
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca*. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.